

PRÉSERVATION DE LA BIODIVERSITÉ AU BÉNIN

Au bord du déclin, les lacs passent en priorité

Surexploités sans balises depuis toujours, les plans d'eau et les chenaux au Sud du Bénin passent progressivement en priorité dans l'agenda environnemental. Au bord du déclin, les initiatives prennent lentement corps. Cependant, pêcheurs et chercheurs sont plus pressés.

Fulbert ADJIMEHOSSOU

Lac Nokoué, le plus important plan d'eau au Bénin. C'est bientôt le coucher du soleil à Ganvié, dont l'architecture singulière fait penser à Venise. L'atmosphère est calme mais il est loin d'être serein pour ces pêcheurs rencontrés et qui rôdent autour des parcs d'acajou. Ces parcs de branchages enfouis dans le plan d'eau pour attirer les poissons sont devenus l'alternative pour booster la productivité d'un lac en déclin. « C'est un investissement. Il faut beaucoup de branchages, des pneus pour faire de l'ombrage aux poissons et patienter quelques mois », confie Patrick, la quarantaine.

Rencontré un peu plus loin, à Sô-Ava, Mathieu Zoundjè reste nostalgique des beaux jours de pêche. « Ça me fait 40 ans d'activités de pêche. Il y a beaucoup d'espèces comme Djan et Tchekè (nom local) qu'on ne trouve plus. Même avant, on arrivait à pêcher facilement des crevettes. Tout ça, c'est à cause des engins prohibés de pêche comme les filets moustiquaires. Et même pour les espèces qui sont encore dans le lac, on n'en trouve plus en quan-



tité. Sinon, à pareille heure, vous auriez déjà constaté une affluence des femmes qui viennent payer les produits de pêche », dit-il avec amertume. Désormais, il compte plus sur l'agriculture que sur cette activité qu'il a héritée. « Aujourd'hui, je paie des poissons congelés bien qu'étant pêcheur. Il faut que l'Etat pense à mettre de l'ordre », martèle-t-il.

« Un lac eutrophe est un lac mort »

Aujourd'hui, la réalité est là. Ce lac est dans un état critique. Il est possible, à ce rythme, de remonter les eaux sans espoir de revenir avec des prises. Quelques études

réalisées révèlent un risque élevé d'eutrophisation. De fortes concentrations de Calcium et de Plomb sont à déplorer avec des risques sanitaires majeurs. D'où l'urgence de passer à la vitesse supérieure cette année, selon Edmond Sossoukè, Biologiste et Aménagiste de l'Environnement, Maître de Conférences des Universités. « La dernière fois où je me suis rendu sur le lac, j'ai constaté qu'il y a effectivement un déclin de cet écosystème compte tenu de certaines pratiques. Il est important de ne pas laisser ce lac-là mourir parce qu'un lac eutrophe est un lac mort ».

Des arguments, ce spécialiste des ressources halieutiques n'en manque pas, ayant mené plusieurs travaux scientifiques sur cet écosystème. « Le lac Nokoué est aujourd'hui un lac totalement comblé. En dehors des branchages qui sont des ressources végétales, cette pratique amène aussi des gens à introduire des pneus ou des produits en polystyrène dans ce plan d'eau. Ces comportements altèrent la qualité écologique, biologique et l'état esthétique du lac », insiste-t-il. Le Nokoué passe alors

dans l'urgence, tout comme les autres plans d'eau du Bénin qui connaissent déjà des actions fortes.

Forte attention, grande espérance en 2021

La situation est telle qu'après les opérations d'assainissement d'août 2019, notamment sur le lac Ahémé, le Gouvernement décide de revenir à la charge. « Plus d'un an après la fin des opérations menées, les constats de suivi effectués par les services compétents révèlent une recolonisation progressive des plans d'eau. C'est pourquoi, les Ministres intéressés par le sujet sont instruits de prendre les dispositions utiles à l'effet d'organiser une nouvelle opération d'enlèvement des moyens prohibés dans ces écosystèmes », a décidé le Conseil des ministres du 23 décembre 2020 qui s'est penché sur la situation des lacs Ahémé, Nokoué et la lagune de Porto-Novo ainsi que sur leurs chenaux.

Mais le désir de restaurer la richesse de ces écosystèmes n'écarte pas un dragage. Les tractations vont d'ailleurs bon train. « On peut restaurer la richesse du lac Ahémé. Ça devrait être de laisser l'écosystème à l'état naturel pour le restaurer. Aujourd'hui, compte tenu de l'augmentation de la population, ce n'est pas possible. Le dragage sectoriel qui est d'ailleurs expérimental du carrefour hydrologique de Dondji nous donnera une idée du devenir réel », explique Dr Ernest Amoussou, Enseignant-Chercheur à l'Université de Parakou au Bénin. Ce dernier insiste d'ailleurs, sur le respect des textes, sans quoi, la durabilité recherché, en accordant cette priorité aux lacs, ne sera pas atteinte. « L'exploitation que l'on fait de cet écosystème aujourd'hui est dangereuse si rien n'est fait. On prend par exemple les pêches à moustiquaires qui se développent et qui vident le lac. Les gens vous disent déjà que des poissons qu'ils retrouvent par le passé ont disparu », insiste l'expert. Le temps presse.

LUTTE CONTRE LES FAKE NEWS

Benin Women Alumni Association lance « Fact-checking project »

Fulbert ADJIMEHOSSOU

Il est possible au Bénin de vérifier une information en un clic. Ceci, via la plateforme factchecking.us-bwaa.org lancé le 15 janvier 2021 dans le cadre du projet « Fact-checking project » porté par Benin Women Alumni Association (Us-Bwaa). Financé par l'Ambassade des Etats-Unis d'Amérique près le Bénin, ce projet de vérification de l'information vise à doter les communautés d'une plateforme crédible de vérification de l'information afin d'endiguer la propagation de fausses informations notamment celles liées à la pandémie de la covid-19. « Depuis 2019, le monde est en trouble face à la Covid-19, les informations fusent de toutes parts, la confusion s'empare de tous. Alors nous avons décidé de jouer notre rôle et de faire notre part », a dit Inès Kuassi, Coordinatrice du projet.

Pour en arriver là, dans ce cadre, le projet entend bâtir et former une équipe de

10 journalistes, 10 blogueurs et 4 influenceurs sur la gestion de la plateforme. Une cellule de veille stratégique a été aussi mise en place pour la surveillance et la correction des informations. L'initiative a été appuyée par l'ambassade des Usa près le Bénin avec un montant de 10.000 dollars Us. « Gérer le flot d'informations est notre premier défi. Notre volonté de trouver un juste équilibre entre la protection de la liberté d'expression et la lutte contre la désinformation est la raison pour laquelle l'ambassade des Etats-Unis a fourni près de 40.000 dollars Us pour appuyer les journalistes, les universitaires et mêmes les conducteurs de zemi pour mettre fin à la désinformation », a dit Patricia Mahoney, Ambassadeur des Etats-Unis d'Amérique près le Bénin qui est d'ailleurs impatiente, comme l'ensemble des acteurs de voir comment le paysage de la vérification des faits au Bénin, surtout dans une période électorale.



Joe Biden veut réformer l'immigration dès son premier jour à la Maison Blanche

D'après les informations de la presse, Joe Biden ne veut pas perdre pas une minute pour défaire en grande partie l'arsenal législatif de son prédécesseur et mettre en place une nouvelle approche migratoire.

Selon le Washington Post, il s'agit d'une refonte de la politique d'immigration, avec une révision des lois fédérales mises en place par Donald Trump. Parmi les mesures prévues, un parcours de huit ans vers la citoyenneté pour les migrants sans statut légal et l'augmentation des quotas pour les réfugiés.

Comme il l'a déjà annoncé, Joe Biden n'investira plus dans la construction du mur à la frontière mexicaine, mais dans l'infrastructure de détection. Ces projets de loi seront envoyés au Congrès mercredi 20 janvier. Ils contiennent aussi un plan pour combattre les raisons de la migration des habitants des pays

d'Amérique Centrale, notamment les problèmes sociaux et économiques.

Autre décision qui sera prise par décret, la levée de l'interdiction d'entrée sur le territoire américain des ressortissants de plusieurs pays à majorité musulmane. Reste un autre héritage de Donald Trump, la séparation des familles de migrants. Pendant sa campagne, Joe Biden avait promis de mettre en place un groupe de travail chargé de retrouver les enfants et de les réunir avec leurs familles. Plus de 600 mineurs sont toujours séparés de leurs parents qui restent introuvables.

Source rfi.fr

